

SOMMES-NOUS TOUJOURS D'ACTUALITÉ ? NON

Les Rencontres nationales des acteurs de la lutte contre le sida se sont tenues au CNIT les 12 et 13 décembre derniers. Bilan mitigé de deux jours d'intenses discussions.

Un premier constat s'impose : nous n'étions pas très nombreux. Malgré plus de six cents réservations, le grand auditorium Apollinaire du CNIT, à La Défense, était rempli au tiers de ses capacités, sinon au quart. Il suffisait d'un coup d'œil pour réaliser que beaucoup d'acteurs étaient absents, dans presque tous les domaines, en particulier chez les décideurs politiques, les chercheurs, les membres de l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS) et les médecins des laboratoires pharmaceutiques. Il serait trop facile d'imputer aux organisateurs la responsabilité de cet échec : l'information était suffisamment passée dans les médias pour que chacun se mobilise... à la mesure de son intérêt pour le sujet de ces deux journées. Clairement, cette désaffection est un signe supplémentaire que le trouble, voire le malaise, qui envahit la « communauté sida » est tellement intense que celle-ci a refusé l'électrochoc qui lui était proposé. « Doit-on maintenir une spécificité au sida ? », « Qu'avons-nous gagné ? », ou « De quels moyens avons-nous besoin ? » : ces questions essentielles n'ont pas vraiment trouvé de réponse parmi les militants et les professionnels présents lors des débats.

Venue d'Act Up-Paris, l'idée de cette conférence n'a pas réussi à susciter l'adhésion : trop de chaînons manquaient à la réflexion. Quel sur-saut peut-on espérer quand les principaux interlocuteurs ne sont pas là ? Finalement, la fragilité d'Act Up, c'est d'imaginer toujours les forums politiques d'une manière enthousiasmante tout en réservant le mode catastrophiste au discours public. La frilosité de Aides, au contraire, c'est d'être systématiquement pessimiste sur ce genre de colloque où la liberté de

parole est non seulement de mise mais imposée. Sans jamais sortir d'un discours toujours optimiste – le droit à l'espoir, la présence « sur le terrain », etc. –, les militants de Aides ne jouent pas le jeu de la confrontation : pas un mot sur les problèmes de structure, d'argent, de lassitude des militants, d'usure de certains salariés, encore moins sur le départ plus ou moins volon-

Simple échange sur la vie de tous les jours ou réflexion plus politique ?

taire de certains des piliers de Aides-Fédération. Il est tout de même symbolique que le président de, la très officiellement plus grande association de lutte contre le sida de France, Christian Saout, n'ait pas daigné apparaître lors de ces deux journées et n'ait pas jugé utile de s'en expliquer.

Entre ces deux associations phares, qui se partageaient la salle géographiquement, il y avait les autres, les petites associations, les séropos de base. Et c'est peut-être parmi ces groupes que les choses les plus émouvantes ont été dites. Tout d'abord, les petites associations se sont plutôt bien défendues. Fustigeant un parisianisme dominant, elle ont su exprimer leur vécu, leurs expériences. Mais la mauvaise hiérarchisation du discours a fait qu'on ne savait plus ce qu'il fallait retenir de ces rencontres : un simple échange sur la vie de tous les jours ou une réflexion plus profonde, plus politique. En ce qui concerne les séropos hors association, même s'ils n'étaient pas assez nombreux, on peut dire qu'ils ont donné les témoignages les plus forts. L'exemple du Sidaction première formule a laissé une porte ouverte pour un « super groupe de parole », qui s'est formé natu-

rellement dès le début de ces rencontres. Car il faut souligner que pendant les deux jours, il y a rarement eu des « blancs », des moments où personne ne voulait intervenir. Mais, là encore, quand les séropos étaient amenés à présenter leurs problèmes quotidiens, la réponse des associations se limitait souvent à présenter leurs actions respectives. S'il y avait de bons mécanismes de prise de parole, cela ne voulait pas forcément dire qu'on s'écoutait. Ce qu'on appelle la « transversalité » n'a donc pas très bien fonctionné.

Et puis, il y a eu les officiels. Au fur et à mesure que le week-end avançait, les associatifs se sont mis à accumuler une colère due au mutisme complet des rares représentants de la Direction générale de la santé. Le clan actupien a plusieurs fois pris la parole, souvent avec humour et presque dérision, pour souligner ce refus de participer. Cette désaffection des fonctionnaires qui sont censés être à la pointe de la recherche et de la réflexion sur le sida montre bien que le traumatisme vécu par les associations et les personnes atteintes ne peut, en l'état actuel des choses, être pris en charge que par ces dernières. En jouant le jeu de la chaise vide, les décideurs politiques et administratifs montrent que le fondement de la crise actuelle ne les concerne pas. Au contraire, face à un tissu associatif déstabilisé, les politiques seraient les seuls gagnants de cette désorientation générale. Au moment où de nouveaux problèmes surgissent dans la vie des personnes atteintes, personne, au sommet de la « hiérarchie sida », ne semble intéressé par la moindre réflexion sur notre devenir. Jusqu'à présent, les officiels du sida étaient payés pour faire semblant. Aujourd'hui, les représentants de l'État ne prennent même plus la peine de s'intéresser à nous. ●